

Larry Johnson : une défaite dans la guerre contre l'Iran mettra fin à l'empire américain

Larry Johnson est un ancien analyste du renseignement de la CIA qui a également travaillé au Bureau de la lutte contre le terrorisme du Département d'État américain. Johnson explique pourquoi les États-Unis ne peuvent pas gagner sur le champ de bataille, pourquoi un accord de paix réduira radicalement l'influence américaine au Moyen-Orient, tandis qu'un cessez-le-feu ou un blocus prolongé fera basculer l'économie mondiale. Lisez le site Sonar21 de Larry Johnson : <https://sonar21.com/> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Ravi de vous retrouver. Nous sommes à nouveau en compagnie de Larry Johnson, ancien analyste de la CIA, qui a aussi travaillé au Bureau de la lutte contre le terrorisme du Département d'État américain, et qui est également auteur sur Sonar 21. Je laisse un lien dans la description. Très heureux de vous revoir, Larry.

#Larry Johnson

Hé, merci mon ami. Moi aussi, je te regarde souvent. Tu sais, on te voit partout.

#Glenn

Oui, bon à savoir. Je voulais justement en parler, parce que j'entends de plus en plus dire que l'Iran et les États-Unis vont probablement retourner en guerre. Et pendant ce cessez-le-feu, les États-Unis ont, disons, profité de l'occasion pour réarmer un groupe et se préparer à une éventuelle... enfin, une nouvelle phase de conflit. Mais on a aussi appris, d'après les services de renseignement américains, que l'Iran s'est réarmé beaucoup plus vite que prévu. Comment évaluez-vous la situation ? Et aujourd'hui, à quel point chaque camp est-il prêt pour une guerre ?

#Larry Johnson

Eh bien, les États-Unis étaient prêts à lancer des frappes depuis la déclaration du cessez-le-feu. Mon Dieu, c'était quand déjà ? Le quinze avril ? Et là, on arrive déjà à la fin du mois de mai. Le problème que les États-Unis ont maintenant, c'est essentiellement l'Arabie saoudite et, dans une certaine

mesure, le Qatar et le Koweït. Je laisse Bahreïn de côté, d'abord parce que c'est un tout petit pays, et ensuite parce qu'il a été pratiquement anéanti par les frappes aériennes iraniennes. Du coup, ils ne pèsent pas vraiment dans le jeu, ni pour le pétrole, ni pour le gaz, ni pour quoi que ce soit d'autre. Mais on a vu les Saoudiens montrer les muscles il y a environ trois semaines, quand, après que Trump a annoncé le projet Freedom pour rouvrir le détroit d'Ormuz, les Saoudiens ont clairement dit : « Vous ne mènerez aucune opération aérienne depuis notre territoire. »

Fermez-les. Et c'était bien réel. Trump a appelé Mohammed ben Salmane, il a essayé de le convaincre, de le persuader. Mais MBS a dit non, il est resté ferme. Du coup, cette opération militaire a été stoppée. Et voilà Trump, prêt à repartir, mais il semble que les Saoudiens n'aient toujours pas levé cette interdiction. Et maintenant, avec le pèlerinage du Hajj qui commence dimanche, et l'arrivée de deux à trois millions de musulmans venus du monde entier, la dernière chose que les Saoudiens veulent, c'est se retrouver dans une situation où ils risqueraient d'être attaqués par l'Iran.

Et la seule raison pour laquelle ils seraient attaqués par l'Iran, ce serait s'ils autorisaient que le territoire saoudien serve à lancer des frappes contre les infrastructures iraniennes ou contre des cibles civiles en Iran. Parce que, du point de vue de l'Iran, c'est logique : si ça arrive, vous — l'Arabie saoudite, le Qatar, le Koweït — si l'un de vous participe à faciliter ces attaques contre nous, vous serez frappés. C'est la même chose pour les Émirats arabes unis. Et je pense que l'Iran et les Saoudiens en sont arrivés à un point où ils ne veulent pas emprunter cette voie. Alors, avec l'Aïd qui approche, et ensuite le pèlerinage du Hajj dimanche — l'Aïd, c'est vers mercredi ou jeudi prochain — il y a plusieurs jours dans tout ce voyage vers La Mecque.

Vous savez, c'est une obligation pour tout musulman de le faire au moins une fois dans sa vie. Ils accomplissent toute une série de rituels et d'activités pour commémorer, pour en quelque sorte revivre la vie du prophète Ibrahim et du prophète Mahomet. Donc oui, c'est quelque chose de très important. Et la dernière chose que les Saoudiens veulent, c'est se retrouver au milieu d'un affrontement armé avec l'Iran pendant cette période. C'est pour ça que, selon moi, peu importe ce que Trump veut faire, il est maintenant limité. J'ai entendu dire que les opérations américaines de ravitaillement en vol se déroulent surtout dans l'espace aérien irakien, ce qui, évidemment, comporte des risques supplémentaires. Mais si les États-Unis ne peuvent pas traverser l'Arabie saoudite — en gros, s'ils ne peuvent pas passer par là — ça réduit fortement les capacités militaires américaines, et aussi celles d'Israël.

En gros, ils doivent passer par l'Irak. Et une fois qu'on les force à emprunter, disons, un couloir plus étroit, oui, ça facilite les opérations de défense aérienne. Ils n'ont plus à se concentrer sur un front de deux mille miles, mais sur un front d'environ deux cents miles. C'est une énorme différence. Donc, ça, c'est déjà en cours. On parle aussi de négociations en ce moment, à la fois à Téhéran et à Islamabad. Les Pakistanais se sont vraiment impliqués. Ils ont, en quelque sorte, le plein soutien de la Chine et de la Russie pour jouer un rôle de premier plan dans la recherche d'un accord de paix. Et

même si, au final, ça n'implique pas forcément les États-Unis, si un accord est trouvé entre les pays du Golfe et l'Iran, avec la Turquie et peut-être l'Égypte dans la boucle, alors, tout à coup, les États-Unis deviennent hors jeu.

Si les pays du Golfe fermaient les bases américaines sur leur territoire, les États-Unis n'auraient pas beaucoup de bonnes options. Ils n'ont clairement pas la puissance aérienne nécessaire, avec seulement leurs porte-avions, pour mener une véritable campagne. Donc, la situation reste incertaine. On pourrait dire que, malgré les menaces — du genre "on va reprendre, on va attaquer" —, je ne vois rien se produire avant, disons, une seule fenêtre possible : peut-être les deux premières semaines de juin, avant le début de la Coupe du monde. Parce qu'une fois la Coupe du monde lancée, il y aura, à mon avis, une énorme pression internationale sur les États-Unis pour qu'ils cessent d'attaquer l'Iran.

#Glenn

Oui, j'imagine que beaucoup d'États du Golfe sont maintenant un peu prudents à l'idée de s'engager dans la guerre contre l'Iran. Parce que si, comme on le voit en ce moment, l'Iran sort vainqueur — c'est-à-dire qu'il prend le dessus, qu'il contrôle le détroit d'Ormuz — et que les États-Unis risquent d'être repoussés hors de la région, ce n'est pas vraiment une bonne idée d'être du côté des perdants. Je peux très bien imaginer que beaucoup de pays cherchent à rééquilibrer un peu leurs relations entre les États-Unis et l'Iran, à s'adapter, en somme, aux nouvelles réalités qui se dessinent. Mais si les négociations ont encore une chance d'aboutir, pourquoi ? Où en sont-elles exactement en ce moment ? Parce qu'il est difficile d'obtenir des informations fiables à ce sujet.

Je crois que Trump a qualifié les dernières propositions des Iraniens, ou l'une des dernières, de "poubelle". Mais la vraie question, c'est surtout... là où ça bloque, c'est sur le droit de l'Iran à enrichir de l'uranium. Et bien sûr, sur ce qu'il faut faire du détroit d'Ormuz. Parce que, encore une fois, sur ces sujets-là, on a l'impression que les États-Unis n'ont pas beaucoup de marge de négociation. Mais ce que je me dis, c'est que même si l'Iran sort gagnant, il a quand même intérêt à ce que les États-Unis lèvent les sanctions. C'est un peu la grande carte que Washington garde en main. Alors évidemment, un accord avec une levée progressive des sanctions, tout ça, c'est probablement du vent. Ça n'arrivera pas. Mais selon vous, qu'est-ce qu'on peut vraiment espérer obtenir dans ces discussions ?

#Larry Johnson

Eh bien, les Iraniens ne m'ont pas consulté sur leurs stratégies de négociation, mais je me mets à leur place. Ce n'est plus acceptable de dire, comme vous l'avez souligné, un allègement progressif des sanctions. Non. On a déjà essayé ça avec le JCPOA. Ça n'a pas marché. L'Occident a rompu ses promesses à plusieurs reprises. Donc, à partir de maintenant... les sanctions doivent être levées tout de suite, dès le départ. C'est le premier point. Les avoirs gelés, eux, doivent être rendus à l'Iran. C'est le deuxième point. Et l'autre point non négociable, c'est que l'Iran va continuer à faire payer les

navires qui veulent entrer ou sortir du golfe Persique. Ils devront respecter les nouvelles règles mises en place par l'Autorité du détroit du golfe Persique, la PGSA. D'ailleurs, hier, trente-six navires sont passés, malgré les affirmations de Trump disant : « On a un blocus, il est infranchissable, personne ne passe. »

En réalité, c'est tout le contraire : les navires commencent à bouger. Donc, ça va apporter un certain soulagement sur le plan économique international. Pas beaucoup, hein. Il y a encore les deux tiers des navires qui, d'habitude, passaient par là et qui ne passent toujours pas. Autrement dit, on n'a qu'un tiers de l'activité normale. Mais toute cette histoire autour du nucléaire, moi je dis que c'est un faux prétexte. Les États-Unis essaient maintenant d'en faire leur argument principal. C'est vraiment ça, leur obsession. C'est ce qu'ils veulent éliminer. Mais si l'Iran n'avait pas de programme nucléaire, et s'ils n'avaient jamais enrichi le moindre gramme d'uranium, les États-Unis chercheraient quand même à détruire l'Iran. C'est ça, le fond du problème. Et ça n'a rien à voir avec le fait que l'Iran serait, soi-disant, en quête d'une arme nucléaire. J'ai regardé cette organisation au Canada, la Munk Society. Ils organisent des débats.

Alors, ils ont organisé un débat mercredi, qui opposait John Mearsheimer et Stephen Walt à Victoria Nuland et Mike Pompeo. Et ce qui m'a vraiment frappé, c'est ce récit, ce discours néoconservateur qu'on entend souvent : Saddam Hussein était un monstre parce qu'il avait des armes chimiques. Mais à aucun moment Pompeo ou Nuland n'ont reconnu que nous, les États-Unis, étions ceux qui avaient fourni, qui avaient facilité la production de ces armes chimiques, en livrant les précurseurs nécessaires. Et ce n'est pas tout : nous avons aussi fourni des agents biologiques, des armes biologiques. Alors, quand les États-Unis abordent ces négociations, il n'y a aucune mémoire historique. Du point de vue de l'Iran, c'est un peu comme s'ils négociaient avec un patient atteint d'Alzheimer. Les États-Unis ne se souviennent même plus de ce qu'ils ont fait il y a deux ans.

Vous savez, ils savent à peine où ils en sont aujourd'hui. Alors, cette idée selon laquelle, soi-disant, tout serait bloqué à moins que l'Iran renonce à son uranium enrichi... Franchement, c'est discutable. Apparemment, hier, Mojtaba Khamenei, le nouvel ayatollah, a déclaré qu'il n'y avait pas de matières nucléaires, que ce n'était même pas un sujet de discussion. Et, honnêtement, du point de vue de l'Iran, c'est un État souverain. Pourquoi devrait-il y renoncer ? Ils ont signé le TNP, ils ont autorisé les inspections de l'AIEA. Ils ont été la cible d'attaques constantes, d'attentats, d'assassinats de scientifiques nucléaires. Pas seulement ce qui s'est passé en juin dernier, mais aussi avant. Donc, je peux comprendre que l'Iran affirme simplement sa souveraineté et dise non. L'Occident ne va pas leur dicter ce qu'ils doivent faire. C'est un pays souverain, et il a parfaitement le droit de le faire.

#Glenn

Oui, non, c'est une très bonne remarque. Mais j'entends aussi que les services de renseignement américains ne se contentent pas de dire que les Iraniens se réarment. Apparemment, ils disent maintenant à Trump que le détroit d'Ormuz... eh bien, il ne peut pas être rouvert, que ce n'est pas faisable. Alors je ne sais pas qui d'autre lui souffle à l'oreille — probablement Netanyahu — qu'il

faudrait quand même retenter le coup. Mais si on ne peut pas rouvrir le détroit d'Ormuz, si on ne peut pas vaincre les Iraniens... quel est l'intérêt de repartir en guerre ? Parce qu'il semble que cette option devienne de plus en plus réelle. Encore une fois, je ne sais pas à quel point vous pensez que les États-Unis pourraient vraiment attaquer l'Iran à nouveau.

#Larry Johnson

Eh bien, juste pour renforcer ce point, il ne s'agit pas seulement de la communauté du renseignement américaine. L'amiral Darrell Caudle, C-A-U-D-L-E, a témoigné hier devant le Congrès. Il a dit, en gros : « Nous n'avons pas la capacité militaire d'ouvrir le détroit d'Hormuz. » C'était son message. Ce serait trop coûteux, trop risqué d'envoyer des navires là-bas pour attaquer des positions iraniennes, parce que l'Iran dispose d'un arsenal, un arsenal à plusieurs niveaux, capable de frapper n'importe quel navire entrant dans le détroit. Les États-Unis ne sont pas en mesure de détruire ces systèmes. Donc, si on fait une évaluation honnête des capacités militaires américaines — et certains, dans l'armée, ont essayé d'aller dans ce sens — il semble que l'amiral Brad Cooper, le commandant du CENTCOM, ait dit : « Ce garçon manque de courage. » Et je dis « garçon » parce qu'il a environ vingt ans de moins que moi.

Et bon sang, quel bureaucrate lâche, ce type. Vous savez, il était interrogé devant le Congrès l'autre jour par le député Seth Moulton. Seth était un Marine, il a servi dans le Corps des Marines, il a quitté Harvard pour aller servir, donc pas vraiment le profil habituel d'un Marine. Et Seth lui demandait simplement de définir la différence entre « dégradé » et « anéanti ». Et là, il s'est mis à jouer sur les mots. Il a dit : « Oh, je ne peux pas parler du programme nucléaire. » Et Moulton lui a répondu : « Je ne vous parle pas du programme nucléaire, je vous parle juste de votre choix de mots. Quelle est la différence entre dégradé et anéanti ? » Et il n'a jamais répondu à la question. Alors quand on a un commandant militaire qui joue à ce genre de petits jeux, qui se comporte plus comme un politicien que comme un chef militaire... eh bien, c'est un vrai problème. Parce que ce qu'il faut, c'est un officier qui se fiche complètement de la politique.

Et franchement, il s'en fiche complètement, que cet homme soit promu ou qu'il soit viré. Ce qui compte pour lui, c'est de venir dire les choses telles qu'il les voit, sans détour. Et pour dire la vérité, vous savez, Monsieur le député Moulton, c'est que nous n'avons pas réussi à séparer la politique des capacités militaires de l'Iran. J'ai été content de voir que la CIA, au moins, a informé le Congrès d'une manière qui semble beaucoup plus proche de la réalité que tout ce que dit l'administration Trump. Ils ont souligné que non seulement nous n'avons pas détruit la majorité des capacités iraniennes en missiles balistiques, ni leurs systèmes de défense aérienne, ni leur capacité à construire et à lancer de nouveaux missiles, mais qu'en plus, il semble qu'ils aient renforcé leurs capacités depuis la déclaration du cessez-le-feu... il y a quoi, huit semaines maintenant ?

Les États-Unis se retrouvent donc coincés entre la rhétorique de Trump et ce qu'ils peuvent réellement faire. La seule option possible, à ce stade, serait de lancer une nouvelle série de frappes aériennes. Mais si l'accès à l'espace aérien saoudien leur est refusé, il faudrait passer par l'Irak, ce

qui créerait de nouvelles vulnérabilités pour les forces attaquantes. Et comme l'Iran n'est plus vraiment seul, qu'il bénéficie désormais du soutien de la Russie et de la Chine, ils sauront exactement où concentrer leurs moyens de renseignement. Ils sauront ce qui se prépare, d'où ça vient, et pourront mettre en place des défenses en conséquence. En plus, ils peuvent déployer sur le terrain des groupes équipés de missiles sol-air portatifs. Pas besoin d'abattre un F-trente-cinq : il leur suffit de viser les avions ravitailleurs, comme ils l'ont déjà fait, trois ou quatre semaines après le début de la guerre.

#Glenn

Eh bien, il semble aussi que la Russie et la Chine poussent pour un format différent d'accord de paix. Pas simplement un cessez-le-feu, puis attendre que la guerre reprenne, ou finir dans une situation où ce serait soit les États-Unis, soit l'Iran qui domineraient. Eux, ils semblent plutôt favoriser la mise en place d'une nouvelle architecture de sécurité inclusive dans le Golfe persique. Autrement dit, un système où les pays de la région chercheraient la sécurité les uns avec les autres, au lieu de ce système d'alliances où chacun cherche sa sécurité contre les autres.

Un tel système, qui inclurait non seulement l'Iran mais aussi les autres acteurs régionaux, comme la Turquie ou l'Arabie saoudite... jusqu'à quel point pensez-vous qu'il pourrait réussir ? Parce que, d'un côté, oui, ce serait un système inclusif, qui réduirait la compétition en matière de sécurité. Mais de l'autre, cela mettrait aussi fin à l'influence des États-Unis dans la région. Donc, ce ne serait pas forcément anti-américain, mais cela démantèlerait complètement, disons-le comme ça, l'empire américain.

#Larry Johnson

Oui, eh bien, c'est là que je vois... je pense que c'est une solution viable. C'est une option qui est vraiment prise au sérieux par tous les acteurs concernés dans la région. La Russie et la Chine la soutiennent fortement. Et l'Iran, eh bien, même si la rhétorique occidentale essaie de présenter l'Iran comme un État musulman fanatique, dirigé par des radicaux extrémistes incapables de faire le moindre compromis... non, non, non, non, c'est complètement faux. En réalité, les Iraniens sont très pragmatiques, et ils agissent aujourd'hui avec plus d'assurance, à partir d'une position de force. Ils ont montré qu'ils avaient confiance en eux.

Nous avons pu encaisser tous les coups que les États-Unis voulaient nous porter, avec Israël, et nous leur avons tenu tête. Vous savez, aucun des autres États du Golfe ne peut en dire autant. Et donc, le rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite a commencé il y a deux ans, grâce à l'intervention de la Chine. Les Chinois continuent d'ailleurs à jouer sur ce terrain, et ils passent par le Pakistan. Vous savez, j'avais oublié ce détail. Le colonel Wilkerson l'a mentionné pendant ma conversation avec Nima, il y a peu de temps. Quand il y a eu l'une des révoltes à La Mecque, il y a plusieurs années, les troupes pakistanaises ont en fait été utilisées pour aider à réprimer ce soulèvement.

Il y a donc une bonne relation entre le Pakistan et l'Arabie saoudite. C'est pour ça que les Pakistanais jouent un peu un rôle de premier plan dans cette affaire. Je peux très bien imaginer que l'Iran soit prêt à faire quelques concessions avec les Saoudiens, les Qataris et les Koweïtiens pour le passage des navires dans le détroit d'Ormuz, afin d'obtenir leur coopération dans le nouveau dispositif de sécurité. Je ne les vois pas adopter une position aussi rigide, du genre : « Peu importe ce que vous faites, peu importe à quel point vous êtes désolés, vous allez payer ces fichus droits. » Je pense qu'ils ont une certaine marge de manœuvre là-dessus.

Donc, j'espère que le scénario le plus probable, c'est que ces négociations en coulisses finissent par porter leurs fruits. Et que le refus persistant des Saoudiens de permettre aux États-Unis de mener librement des opérations aériennes contre l'Iran empêche Washington d'aller plus loin. Les États-Unis voudront peut-être vraiment attaquer, mais le général responsable des forces aériennes dira : écoutez, si on ne peut pas utiliser le territoire saoudien, notre capacité à maintenir ces frappes est très limitée, et ça augmente considérablement les risques. Du coup, cette affaire pourrait en fait... pas s'arrêter parce qu'on aurait trouvé un accord, que les deux camps se seraient assis à la table et que la paix serait en vue. Non, ça va plutôt s'essouffler petit à petit, comme un feu qui s'éteint lentement.

#Glenn

Oui. Vous avez raison de dire que l'Iran est souvent critiqué en Occident pour sa position jugée trop dure. Mais cette fermeté, quand il s'agit de garder le contrôle du détroit ou de mettre en place un péage, elle vient du fait que c'est, pour eux, une question de sécurité. S'ils imposent des péages aux pays qui les sanctionnent ou qui accueillent des bases américaines perçues comme une menace, c'est une manière de s'assurer qu'ils ne reviennent pas à l'ancien statu quo, fait de pressions économiques et de menaces militaires. Mais encore une fois, si des propositions comme celles avancées par la Chine et la Russie, pour une architecture de sécurité inclusive, pouvaient vraiment garantir la sécurité, ce serait, au fond, l'objectif ultime des Iraniens.

Alors, ils pourraient peut-être assouplir leur position sur la nécessité de, disons, contrôler le détroit d'Ormuz par leurs propres moyens. Parce que je ne pense pas que ce soit, en soi, leur objectif final. Mais ça va un peu à l'encontre du modèle de sécurité hégémonique, celui du "diviser pour régner". Tant que les États du Golfe sont en conflit avec les Iraniens, les États-Unis ont la possibilité d'affaiblir l'Iran, tout en s'assurant que les pays du Golfe restent dépendants, donc obéissants. C'est un peu le même système qu'on a en Europe. Après la guerre froide, on avait en fait des accords pour une architecture de sécurité paneuropéenne, inclusive. Et oui, ils ont reconnu que ce n'était pas la même architecture que celle qui aurait permis aux États-Unis d'être présents en Europe, ce qui, dans une large mesure, est vrai.

Alors, à la place, on a choisi d'élargir l'OTAN. Et donc, encore une fois, on a ravivé la logique de la guerre froide. La Russie est marginalisée. Les Européens restent obéissants. Mais à un moment

donné, évidemment, si l'hégémon est en déclin, les États en première ligne ont aussi intérêt à chercher une alternative. Moi, je pense que ça pourrait être une bonne solution, mais encore une fois, ce serait très difficile à imposer, surtout juste après une guerre. Cependant, s'ils n'arrivent pas à la paix, combien de temps ça peut durer ? Parce que maintenant, il n'y a pas vraiment de guerre — enfin, un peu — mais il n'y a pas de paix non plus. Et les marchés, clairement, ça ne peut pas tenir comme ça. Je crois que c'est aussi le consensus : ça ne peut pas continuer indéfiniment.

#Larry Johnson

Eh bien, c'est l'autre aspect très curieux, et franchement inquiétant, de tout ça. Les marchés ne réagissent pas normalement. Je suis sûr que, quand tu étais en licence, tu as dû suivre un cours du genre Introduction à l'économie, quelque chose comme ça. Je ne sais pas si tu as pris des cours d'économie. Moi, oui. Et tu apprends ce concept tout simple de l'offre et de la demande. Si tu as une offre d'un bien dont les gens ont besoin — ce qu'on appelle un bien inélastique — eh bien, peu importe le prix, tu dois quand même l'acheter. Tu en as besoin. Donc, si l'offre diminue, forcément, le prix monte, parce que la demande reste la même, mais il y en a moins à distribuer. Je simplifie, mais c'est comme ça que ça fonctionne. Or là, ce qu'on voit, c'est que... alors aujourd'hui, on est au jour vingt-deux... donc, quatre-vingt-trois, on est au jour quatre-vingt-quatre depuis le début de la guerre.

#Larry Johnson

Et pendant ces quatre-vingt-quatre jours, donc presque trois mois, il y a eu une coupure totale — pas seulement de vingt pour cent du pétrole mondial, dix pour cent de l'accès mondial au gaz naturel liquéfié, trente-cinq pour cent de l'urée mondiale, trente pour cent du soufre mondial, quarante-quatre pour cent de l'hélium mondial. Ce ne sont pas juste, vous savez, des produits de confort. Ce sont des matières premières essentielles à la production industrielle, avec une multitude d'applications. Tout ça, c'est parti. On pourrait donc penser que les marchés se diraient : oh là là, mon Dieu, surtout pour le pétrole. En supposant que la demande n'ait pas chuté brutalement, qu'elle reste stable, voire qu'elle ait légèrement augmenté, on se retrouve avec une offre en baisse.

Inévitablement, le prix va devoir augmenter. Mais ce qu'on a vu, c'est à la fois une pression à la baisse sur le pétrole, et pendant que le pétrole est maintenu artificiellement bas, la Bourse américaine continue de grimper, comme si tout allait bien. Mais non, tout ne va pas bien. Les marchés font semblant que c'est le cas. On l'a vu pendant le COVID : quand le prix du baril est monté à cent cinquante dollars, il n'y avait pas de vraie pénurie. Ce n'est pas comme si on avait arrêté de pomper du pétrole, ou de remplir les tankers, ou que les navires avaient cessé de naviguer, comme c'est le cas aujourd'hui. Et pourtant, le prix du baril avait grimpé à cent cinquante dollars... pour quelle raison ? Et maintenant qu'on a une véritable pénurie, ils font comme si de rien n'était, comme si ce n'était pas grave.

On a la situation en main. L'une des façons dont ils ont essayé de freiner la hausse du pétrole, c'est que les États-Unis ont vidé leur réserve stratégique, et apparemment, ils en ont même vendu une partie à l'étranger. Donc tout ça, c'est une mise en scène. À un moment donné, cette mise en scène va s'arrêter. Les véritables effets économiques vont se faire sentir. Les pénuries vont devenir évidentes. La hausse des prix ne pourra plus être contrôlée. Et ça ne mènera pas seulement à une récession, mais probablement à une dépression économique. Ce sera à ce moment-là que les États-Unis devront enfin être honnêtes avec eux-mêmes et envisager de négocier une fin à tout ça.

Je vois donc que l'Iran est en position de continuer à limiter le flux de marchandises sortant du golfe Persique, et de continuer à perturber l'économie mondiale. Et pourtant, ce qui est ironique, c'est que si on se met à chercher quelles sont les alternatives au golfe Persique, les deux pays qui reviennent le plus souvent, ce sont la Russie et la Chine. Autrement dit, la Russie et la Chine profitent en réalité de cette situation. Les États-Unis, dans une moindre mesure, parce qu'ils sont un important fournisseur de gaz naturel liquéfié. Mais au-delà de ça, les États-Unis ne sont pas un grand fournisseur de pétrole, et certainement pas de produits comme l'hélium, le soufre ou l'urée. Et tout cela joue aussi sur la pénurie mondiale d'engrais, avec les conséquences que ça entraîne à l'échelle globale.

Encore une fois, il faudra environ six mois avant qu'on voie vraiment les effets de tout ça, quand ça se traduira par moins de récoltes, des pénuries alimentaires, et ainsi de suite. Donc, à mon avis, cette situation peut durer encore un bon moment. Je ne pense pas que les Iraniens soient prêts à dire : « Très bien, ouvrons tout, peu importe, on s'en fiche d'avoir été attaqués. » L'objectif de l'Iran, ici, c'est d'obtenir une garantie de sécurité solide, pour que ça ne se reproduise jamais. Et je pense que la Chine et la Russie sont prêtes à leur offrir cette garantie. Un élément clé, c'est d'impliquer la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Égypte, et de les rallier à un accord plus large, qui reviendrait, en quelque sorte, à créer une sorte d'OTAN d'Asie de l'Ouest, mais sans participation occidentale.

#Glenn

Eh bien, il semble que la guerre contre l'Iran et celle en Ukraine soient en réalité la même guerre, et qu'elles appellent aussi la même solution. On est face à un système hégémonique qui s'est effondré, et qui a besoin d'une solution multipolaire. Autrement dit, on ne peut pas avoir un seul camp qui dicte les règles — cette idée de « la paix par la force », comme aime le dire l'OTAN. Mais encore une fois, il faut aussi tenir compte des préoccupations de sécurité de l'adversaire. Et ça, c'est quelque chose qu'on n'a pas fait depuis trente ans. Il s'agit de discuter des inquiétudes sécuritaires des Iraniens, des Russes, des Chinois, et de voir comment elles peuvent être respectées dans un cadre de sécurité commun. C'est très différent de la logique des blocs qu'on a imposée jusqu'ici. Et cela pose une question : si les États-Unis ne peuvent pas vaincre l'Iran militairement et qu'ils doivent trouver un accord, à quoi ressemblera le monde après une telle défaite ?

#Larry Johnson

Eh bien, ce serait sans doute mieux. Voilà le problème. L'approche occidentale, non seulement envers l'Iran, mais aussi envers la Chine et la Russie, a été mise en évidence lors de ce qu'on appelle le « débat Munk ». Il a eu lieu mercredi, entre John Mearsheimer et Stephen Walt d'un côté, et Victoria Nuland et Mike Pompeo de l'autre. La question, telle qu'elle a été formulée — c'est un groupe canadien qui organise ça, et j'espère qu'ils mettront la vidéo en ligne pour que les gens puissent la voir sur YouTube. Pour l'instant, il faut payer pour y accéder. L'attitude de Victoria — enfin, la question de fond du débat — remonte à une idée de John Adams : les États-Unis ne devraient pas partir à l'étranger pour chercher des monstres à détruire.

Et tout le raisonnement derrière ça, c'est : il faut qu'on affronte ces monstres. Bon, commençons par là : c'est quoi, un monstre ? Un monstre, c'est une création imaginaire. Ce n'est pas quelque chose de réel. C'est, vous savez, Frankenstein, un monstre. Shelley, celle qui a écrit le livre... Mary Shelley, c'est bien ça ? C'était une œuvre de fiction. Donc on a ces créations imaginaires, mais on les décrit comme ça : l'Iran est un monstre, la Russie est un monstre, la Chine est un monstre. Il faut arrêter les monstres. Cette mentalité, malheureusement, je dirais qu'elle domine encore aux États-Unis. Et toute personne qui essaie de dire que tout ça est complètement absurde...

Laissez-moi vous donner juste un exemple. Voici Mike Pompeo, l'ancien directeur de la CIA et ancien secrétaire d'État. C'est un idiot, un imbécile, un crétin. Je pourrais encore chercher d'autres mots pour décrire son manque d'intelligence. Parce qu'il a parlé de milliers d'Israéliens tués par le Hezbollah. Et je me suis dit, vraiment ? Alors, pour tous ceux qui nous écoutent, allez sur Grok ou sur Claude. Tapez simplement : combien d'Israéliens ont été tués par le Hezbollah depuis mille neuf cent quatre-vingt-deux ? Le chiffre que Claude m'a donné, c'est huit cent soixante-douze. Vous voyez, quarante-quatre ans, huit cent soixante-douze morts. Et maintenant, combien de Palestiniens ont été tués par les Israéliens ?

#Larry Johnson

Eh bien, ce chiffre dépasserait les cent mille. En ce moment, Claude est revenu avec un nombre autour de quatre-vingt-douze mille, mais c'est en étant vraiment, vraiment très généreux, en supposant que tous ces corps ont été enterrés sous les décombres à Gaza. Mais ce que je veux dire, c'est que voici les faits réels. Le pays, ou l'entité, qui a tué le plus de personnes d'un autre camp, ce sont les Israéliens. Pas les Palestiniens, pas le Hezbollah, pas le Hamas. Et le pays qui a tué le plus d'étrangers dans le monde au cours des soixante-six dernières années, c'est les États-Unis. Ce n'est pas la Chine. Ce n'est pas la Russie. Et pourtant, on veut toujours voir le monstre à l'extérieur. Mais c'est nous, le foutu monstre. Et on refuse de l'admettre.

#Glenn

Je dis souvent que, chaque fois qu'on aborde ces questions de sécurité internationale, je suis, comme vous, assez critique sur ce que nous faisons. Et souvent... eh bien, on m'accuse alors de prendre le parti des Chinois, des Russes ou des Iraniens. Mais ce n'est pas une question de prendre un camp ou l'autre. Il s'agit de reconnaître que le système hégémonique que nous avons mis en place ne fonctionne pas. Et il n'est pas bon pour nous non plus. Ça fait des décennies que nous sommes en guerre permanente. Cela a affaibli notre sécurité, affaibli notre économie. Notre culture politique, elle aussi, épuise, je dirais, l'âme même de notre nation. Et il n'y a pas de retour possible aux années quatre-vingt-dix, même si c'est ce dont rêvent encore les responsables politiques européens. Dans les années quatre-vingt-dix, l'Occident politique était tout-puissant. Il bénéficiait aussi d'une stabilité politique, économique et sociale. Merci beaucoup.

#Glenn

Et c'était pareil avec l'Iran après les attentats du onze septembre. Ils étaient prêts à saisir cette occasion pour se rapprocher des États-Unis, pour régler certains problèmes historiques. Tout ça, c'était une situation idéale... et pourtant, on n'a pas su en tirer parti. À la place, on s'est engagés dans une guerre sans fin. Alors, comment ça peut encore fonctionner ? Franchement, on s'est épuisés. Regardez la dette, le climat politique, tout ça. Et maintenant, les puissances montantes s'équilibrent face à nous. C'est pour ça que l'Amérique avait une stratégie dite de "balancier au large" : ne pas rester en Europe une fois la guerre terminée, parce qu'à ce moment-là, les puissances finissent par s'équilibrer entre elles, au lieu de s'équilibrer contre vous quand vous vous retirez. Franchement, c'est difficile pour moi.

Je pense que les gens confondent souvent la continuité de l'empire et de la domination mondiale avec le fait de défendre les leurs, comme si l'avenir de l'Occident passait forcément par la domination des autres. C'est ce qui m'a frustré avec Marco Rubio, quand il est revenu en février à la Conférence sur la sécurité de Munich. Il a dit, en gros : « Écoutez, l'Europe, vous étiez grande jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Vous avez perdu vos empires, mais nous, on peut encore dominer le monde si nous... » Franchement, est-ce que c'est vraiment tout ce que représente l'Occident politique ? C'était un peu offensant, à vrai dire. Enfin, je m'éloigne un peu du sujet. Ce que je voulais dire, c'est : comment voyez-vous ce type d'équilibre dont vous parlez, avec les États-Unis qui se retirent un peu du Moyen-Orient ? D'après vous, quel impact cela aurait sur l'ordre mondial dans son ensemble ?

#Larry Johnson

Eh bien, je pense que tout ça va s'accompagner d'une guerre. Aucun système hégémonique ne renonce à son pouvoir sans se battre. Mais le vrai défi auquel les États-Unis sont confrontés, et qu'ils refusent de reconnaître, c'est que nous ne contrôlons plus notre destin. Ce pays, autrefois économiquement puissant grâce à une base industrielle solide, a vu cette base largement détruite. Nous étions indépendants sur le plan des ressources. Nous n'avions pas besoin d'aller conquérir d'

autres pays pour mettre la main sur des ressources comme les terres rares. Aujourd'hui, c'est le cas. Nous pourrions être autosuffisants en énergie. Mais nous ne le sommes certainement pas en engrais, un élément essentiel pour notre agriculture.

Et de plus en plus, la technologie même qui fait tourner la société moderne est produite en Chine, pas ici, aux États-Unis. Donc, ce qui va se passer, si vous voulez, c'est qu'un effondrement économique sera le véritable signal d'alarme pour les gens à Washington. Ils ne peuvent pas continuer à entretenir cette fraude qu'ils perpétuent depuis si longtemps. Et, vous savez, sous Donald Trump... voyons, on a eu douze mois en deux mille vingt-cinq, on est maintenant dans le cinquième mois, donc disons seize mois que Donald Trump est en fonction... eh bien, la dette nationale a augmenté de deux mille milliards de dollars. Autrement dit, il a ajouté plus à la dette nationale en seize mois que Joe Biden ne l'a fait, disons, en trois ans.

Donc, cette accumulation de dette continue d'augmenter. Elle ne diminue pas, parce que les engagements de dépenses des États-Unis explosent, notamment à cause de la guerre contre l'Iran. Et puis, on a tous ces moyens déployés à l'étranger, et ainsi de suite. En même temps, si on prend un peu de recul, on se demande : bon, que se passe-t-il sur le plan mondial ? Est-ce que de plus en plus de pays achètent des bons du Trésor américain, ou est-ce qu'ils s'en débarrassent ? La réponse, c'est la deuxième option. Et cette semaine encore, on a vu la Turquie vendre une partie de ses avoirs. Le Japon aussi a vendu une certaine quantité. La Chine continue de vendre, environ quarante et un milliards de dollars. Donc, les nations, surtout dans le Sud global, ne sont pas en train de se dire : « Tiens, comment on pourrait acheter encore plus de bons du Trésor américain ? »

Comment pourrions-nous prêter encore plus d'argent aux États-Unis pour qu'ils continuent leurs activités hégémoniques partout dans le monde ? Ça, ça n'arrivera pas. Bon, au moins, le pétrodollar tient encore. Enfin, plus ou moins... Parce que, là encore, de plus en plus de pays achètent du pétrole autrement. Par exemple, pour les cargaisons qui sortent du Golfe persique ou qui y entrent par le détroit d'Ormuz, les Iraniens disent : « Vous allez payer en rial, dans notre monnaie, ou bien en yuan chinois. » Des dollars ? Oubliez. La Russie, d'ailleurs, a déclaré il y a environ trois semaines qu'elle allait commencer à accepter les paiements en yuan plutôt qu'en dollar.

Encore une fois, il faut s'éloigner du dollar. Ces deux piliers qui, pour les États-Unis, ont été essentiels pour maintenir leurs flux de capitaux et leur domination économique... ils s'effritent. Le pétrodollar s'effondre. Les bons du Trésor américain s'effondrent aussi. Alors, non, ça ne va pas s'arrêter brutalement dans les prochaines semaines. Ce processus peut durer encore un certain temps. Mais une chose est sûre : ce n'est pas un signe de renforcement pour les États-Unis. C'est tout le contraire. Le pays se vide de sa substance, peut-être lentement, petit à petit. Mais quand on continue à perdre du sang, tôt ou tard, on finit par ne plus en avoir.

#Glenn

Eh bien, il va bien falloir que quelque chose change, parce que je comprends la pression que subit Trump. Et d'après ce qu'on me dit, les États du Golfe ont maintenant expliqué aux États-Unis qu'ils pensent que le temps joue en faveur de l'Iran. Et je comprends. Les enjeux sont énormes. Il ne s'agit pas seulement de savoir comment mettre fin à la guerre avec l'Iran. En réalité, comme vous l'avez dit, c'est tout l'ordre mondial qui est plus ou moins en jeu. Donc je comprends, d'un côté, la pression pour tenter une nouvelle attaque contre l'Iran. Mais de l'autre, si on ne peut pas gagner militairement, à quoi bon ?

D'après ce que je comprends, les Iraniens ont encore beaucoup de moyens d'intensifier le conflit si les États-Unis décident de relancer la guerre. Ma dernière question portait sur cette querelle dont on entend parler en ce moment entre Trump et Netanyahu. Je ne suis pas certain de la fiabilité de ces informations, mais apparemment, Trump aurait envisagé de mettre fin à la guerre, d'accepter en quelque sorte une défaite, ce qui... eh bien, ne serait pas une bonne chose pour Israël, et cela aurait mis Netanyahu très en colère. Encore une fois, je ne sais pas trop à quel point on peut croire les infos aujourd'hui, mais je voulais quand même vous poser la question.

#Larry Johnson

Eh bien, je veux dire, rien que le fait que tu doives le dire comme ça, ça dit déjà tout. Il faut toujours regarder les informations en gardant à l'esprit qu'elles sont présentées avec un certain point de vue. Moi, j'appelle ça de l'intelligence avec un objectif. C'est fait pour provoquer une réaction précise, ou pour manipuler. C'est vraiment très manipulateur. Vas-y, pardon de t'avoir interrompu.

#Glenn

Non, non, non. Si je lis The Guardian, c'est pour savoir ce que The Guardian veut que je pense. Ce n'est pas parce que je crois y trouver la réalité. Je pense que, surtout ces dernières années, avec la guerre, on met toujours en avant les récits de guerre, on les priorise au-dessus de la réalité. Oui, je crois qu'il faut être un peu prudent. Mais... mais si c'est le cas, tu penses qu'Israël serait en position de refuser Trump, ou d'influencer Trump pour qu'il rejette la paix ? Parce que j'ai toujours pensé que si les intérêts essentiels de sécurité des États-Unis étaient en jeu à un moment donné, il serait obligé de prendre un peu de distance avec la pression venant de Tel-Aviv.

#Larry Johnson

Oui. Non, je pense qu'ils peuvent, oui, influencer Trump pour qu'il prenne des décisions contraires aux intérêts des États-Unis. Mais même s'ils arrivent à le convaincre qu'il doit le faire, la réalité, c'est que les États-Unis risquent d'être limités dans ce qu'ils peuvent réellement entreprendre. En d'autres termes, disons qu'on décide de relancer les attaques contre l'Iran. Il faudra alors passer par l'Irak. On ne peut plus passer par l'Arabie saoudite, parce que, vous savez, ce qui inquiète surtout les Saoudiens, les Koweïtiens et les Qataris — les Émirats arabes unis, eux, ne s'en préoccupent pas

vraiment, mais ce sont eux qui prendraient le coup le plus dur —, c'est que s'ils recommencent à faciliter ces attaques, ils risquent de subir des destructions bien plus graves que ce qu'ils ont déjà connu.

Les Iraniens ont pris la position suivante : ils savent très bien qu'on peut encaisser une première frappe. Ce qui serait dévastateur, c'est notre riposte. Donc, je n'exclus pas que Trump puisse encore être convaincu de relancer les attaques. Mais il va aussi se heurter aux réalités pratiques de ce que l'armée de l'air américaine peut faire aujourd'hui, avec les contraintes qu'elle a. Et si, encore une fois, l'Arabie saoudite continue de dire : « Non, vous n'utiliserez pas notre espace aérien », alors ça limite clairement les options des États-Unis.

#Glenn

Alors, compte tenu de cette réalité, si les États-Unis attaquent, à quel point la situation pourrait-elle empirer ? Si la mer Rouge est bloquée, si certains câbles internet sont coupés, si les États du Golfe cessent d'exister parce que leurs usines de dessalement ou leurs infrastructures énergétiques sont détruites ? Avec toutes ces considérations, qui vont aussi à l'encontre des intérêts d'Israël, selon vous, quelle est la probabilité que les États-Unis attaquent de nouveau maintenant ? Parce que, quand je regarde le déploiement des forces, j'ai sans cesse cette impression que, si on envoie autant de troupes, on ne peut pas simplement les ramener à la maison. On les déploie pour la guerre. Mais bon, je ne suis pas un militaire, donc...

#Larry Johnson

Eh bien non, vous êtes simplement... disons, prisonnier de la logique et de la pensée rationnelle. Donc oui. Vous avez tout à fait raison : on n'a pas encore vu d'ordre donné pour dire, d'accord, on commence à se retirer, on commence à réduire la présence. Rien que pour cette raison-là, je dirais que oui, les États-Unis vont reprendre les attaques. Mais leur capacité à maintenir cet effort sera très limitée. Et les dégâts subis par les forces américaines dans la région, ainsi que par Israël... Israël, à mon avis, se trompe lourdement sur l'ampleur des dommages que l'Iran peut lui infliger. Donc, j'espère que cette situation — disons, la partie non combattante de tout ça — va continuer à s'étirer un peu.

Vous savez, à cause du Hajj, bon, d'accord, pas d'attaque pour le moment. Puis le Hajj se termine, et là, on arrive à la Coupe du monde. Donc, on se dit : passons la Coupe du monde d'abord. Ça nous emmène encore sur un mois. Ce qui peut donner, disons, quelques mois de négociation. Ce serait un meilleur scénario. Mais je pense que Trump va subir une énorme pression pour attaquer. Et franchement, ça ne me surprendrait pas du tout si une attaque se produisait à nouveau. Je ne vais pas dire ni prédire que ça va arriver la semaine prochaine. J'en sais rien. Je n'ai pas accès à ces informations. Tout ce que je sais, c'est que Trump est sous pression pour le faire, mais qu'il fait aussi face à des obstacles bien réels qui l'en empêchent. Maintenant, comment ces deux éléments vont se concilier, ça, je n'en ai aucune idée.

#Glenn

Eh bien, au fil des mois, si on n'a ni guerre ni paix, les marchés vont quand même s'asphyxier. Le temps joue contre nous, quoi qu'il arrive. Franchement, je ne vois pas de bonne issue à tout ça. Pour les États-Unis, je pense que, pour l'Iran, eux pourraient en sortir très renforcés, peut-être, s'ils parviennent enfin à se libérer de quarante-sept ans de sanctions paralysantes et de menaces militaires constantes. S'ils arrivent à obtenir quelque chose de nouveau, ce serait formidable. Mais pour les États-Unis, non... là, il n'y a vraiment pas de retour en arrière possible.

#Larry Johnson

Eh bien, la façon dont vous l'avez formulé, et je pense que votre analyse est très pertinente, c'est que la situation économique déterminera, au bout du compte, si les États-Unis iront de l'avant avec des frappes militaires. Et franchement, je ne vois pas de scénario dans lequel des frappes américaines contre l'Iran pourraient renforcer l'économie mondiale, améliorer la position financière des États-Unis dans le monde, augmenter la demande de dollars ou rendre le pétrodollar plus universel. En réalité, je dirais que toute nouvelle escalade militaire de la part des États-Unis aurait exactement l'effet inverse. Et une fois que cette prise de conscience s'imposera, cela plaidera clairement contre cette option. On ne devrait pas le faire, parce que les économies sont beaucoup trop fragiles. On commence déjà à en voir les effets en Indonésie, mais l'impact va se faire sentir en Europe avec encore plus d'intensité. Et au final, probablement d'ici la fin du mois de juin, les États-Unis vont vraiment subir les conséquences économiques de tout cela.

#Glenn

Eh bien, Larry, comme toujours, j'apprécie beaucoup vos analyses. Merci vraiment pour votre temps.

#Larry Johnson

Salut Glenn, toujours un plaisir, mon ami. Continue ton excellent travail.